

"Il faut revenir à une médecine humaine, personnalisée, sobre et la moins chère possible"

~~Le Monde~~ pour Le Monde.fr | 16.03.11 | 13h49 • Mis à jour le 16.03.11 | 14h39

Avec Bernard Debré, urologue et député UMP, et le pneumologue Philippe Even, connus pour leur liberté de ton, il ne fallait pas s'attendre à autre chose. C'est un rapport sans concessions qu'ils remettent, mercredi 16 mars, au ministre de la santé et au président de la République, sur l'organisation de la sécurité du médicament, à la suite de l'affaire du Médiator.

Ils y pointent principalement un problème de structure et de compétences à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps). Et n'hésitent pas, en conclusion, alors que déjà l'ancien directeur général est parti et que plusieurs responsables ont été remerciés, à réclamer d'autres départs, estimant une telle décision indispensable à la mue de l'institution.

Philippe Even s'explique sur les préconisations du rapport.

Quelles sont les principales restructurations nécessaires pour rendre le système plus efficace ?

Philippe Even : Il faut séparer clairement les responsabilités de l'Afssaps et de la Haute autorité de santé (HAS), qui se détestent. Pour ce faire, il faut scinder l'Afssaps en deux agences autonomes, l'une s'occupant de la pharmacovigilance, l'autre de l'évaluation des médicaments. Cette dernière regrouperait la commission d'autorisation de mise sur le marché et celle de la transparence, qui est aujourd'hui rattachée à la Haute autorité de santé. La HAS serait déchargée de l'évaluation des médicaments, et se concentrerait sur ce que doit être son rôle, les recommandations sur l'exercice médical (parcours de soins, actes utiles et inutiles...).

A l'avenir, il faut que la clé du remboursement soit liée à l'amélioration apportée par un médicament. Ce qui aboutira à 1 500 déremboursements de molécules inutiles sur 1 500, soit bien davantage que les 800 prévues. Il faut en finir avec les copies de médicaments, qui coûtent un argent fou à l'assurance-maladie.

Et je considère, de façon plus générale, qu'il faut éviter tous les gaspillages et revenir à une médecine humaine, personnalisée, sobre et la moins chère possible.

Pourquoi ne pas insister sur les conflits d'intérêts ?

Parce que le sujet fait consensus, et donc que les choses vont avancer. Cependant, il ne faut pas couper tout contact entre médecins et industrie. Pour que l'innovation progresse, il est important que recherche publique et privée travaillent de concert. Mais il faut s'assurer que ceux qui acceptent le rôle d'experts et évaluent les médicaments soient totalement indépendants.

C'est sur l'expertise interne de l'Afssaps qu'il nous semble urgent d'insister. Ces experts doivent être vraiment des experts. Il faut réussir à attirer l'élite de la médecine, en lui offrant

un véritable statut, comme aux Etats-Unis, et une rémunération intéressante. L'idée serait qu'ils consacrent trois ans de leur carrière à l'évaluation des médicaments, avec la garantie de pouvoir retrouver leur poste d'origine par la suite. Aujourd'hui, ils sont 3500 ; il en faut 40, mais hyper-compétents et responsables de leurs prises de décision.

Vous expliquez dans le rapport, à la suite de vos auditions, que bon nombre d'acteurs ne semblent pas prêts à une vraie restructuration du système...

Mon sentiment est que le ministre de la santé Xavier Bertrand veut aboutir à de profonds changements. Pourra-t-il aller contre les pressions de l'industrie pharmaceutique, qui cependant devraient être faibles puisque les laboratoires semblent avoir compris que l'époque des copies est révolue et qu'ils ont besoin du soutien financier de l'Etat pour innover, et qu'en outre ils ont une image à restaurer ? Mais surtout, le ministre pourra-t-il aller contre les pressions de la haute administration, qui a fait son jardin de toutes ces agences sanitaires ? Les choses changeront cependant, car elles ne peuvent rester ainsi.

Des rapports parlementaires avaient déjà pointés les dysfonctionnements du système, mais personne ne voulait vraiment qu'ils sortent, car beaucoup de députés ne supportaient pas la remise en cause de l'industrie pharmaceutique. Le président de la République lui-même, en remettant les insignes de Grand-croix de la légion d'honneur à Jacques Servier, lui disait dans son discours qu'il avait raison de critiquer l'empilement des mesures et des normes.

Mais désormais les 500 morts attribués au Médiateur ont électrisé la France, les informations sont remontées, et l'opinion a pu prendre conscience du problème.

Vous étiez déjà sévères sur ce système. Que nous apprend en plus l'affaire du Médiateur ?

Je connaissais la nature des problèmes, mais je ne pensais pas que c'était à ce point là. L'enquête de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) relève quasiment du roman policier. Il y a là toutes les raisons pour que cela ne marche pas : les mensonges, les oublis, les questions des industriels qui permettent opportunément de reporter toute décision...

Vous critiquez la communication et le problème de hiérarchisation de l'Afssaps, notamment sur la liste des 77 médicaments mis sous surveillance. Mais vous-mêmes estimez dans le rapport que 12 % des molécules sur le marché français sont potentiellement dangereuses. Ne risquez-vous pas d'affoler les foules ?

Ce pourcentage ne veut pas dire qu'il y a de nombreux Médiateur, mais je juge important que les médecins prennent conscience, alors que l'information a du mal à passer, qu'il faut être extrêmement prudent avec cette masse de médicaments et les risques d'interactions.

Propos recueillis par Laetitia Clavreul